

Les riches tirent-ils l'économie ?

[Guillaume Duval](#) 01/11/2017

Les riches, "*premiers de cordée*", doivent être épargnés par l'impôt car ils dynamiseraient la création de richesse. Une conviction plus qu'une réalité économique.

Je ne crois pas à la jalousie française qui consiste à dire que les gens qui réussissent doivent être taxés (...). Je veux qu'on célèbre ces réussites. Si on commence à jeter des cailloux sur les premiers de cordée, c'est toute la cordée qui s'effondre." Avec cette phrase prononcée le 15 octobre dernier, Emmanuel Macron exprimait une conviction qui est manifestement au coeur de son logiciel économique et social. Une conviction qui est cependant à bien des égards erronée.

Tout d'abord, le débat sur la taxation des plus aisés comprend une dimension d'opportunité, dans un contexte de concurrence exacerbée pour attirer les riches et les entreprises. Cette question est évidemment sérieuse (et nous y revenons plus longuement page 13), dans la mesure où la France est insérée dans des ensembles, la zone euro et l'Union européenne, où la règle est celle de la liberté de circulation des personnes, des capitaux et des établissements, alors qu'il n'existe pas de fiscalité harmonisée sur ces éléments très mobiles.

[Zoom Fiscalité du capital : pourquoi le gouvernement fait fausse route](#)

L'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) va donc disparaître pour être remplacé par l'impôt sur la fortune immobilière (IFI) : comme son nom l'indique, celui-ci ne taxera plus que le seul patrimoine immobilier. Ce qui ne va pas manquer de créer un déséquilibre excessif entre les différentes formes de placements. De plus, cette suppression risque de ralentir la circulation du capital au lieu de l'accélérer. Le fait d'être soumis à l'ISF était en effet une motivation puissante pour que les seniors les plus riches transmettent leur patrimoine à leurs descendants avant leur décès afin de passer sous le seuil du 1,3 million d'euros qui les obligeait à acquitter cet impôt. Cette incitation va disparaître et les riches seniors risquent fort de se remettre à s'accrocher à leur cassette. Ce qui ne va guère dans le sens du dynamisme de l'économie.

De plus, taxer le patrimoine en tant que tel, comme le fait l'ISF, et pas simplement les revenus qu'on en tire, constitue une incitation puissante à investir ce patrimoine de façon rentable : comme le capital est taxé même s'il ne rapporte rien, il est important que son rendement permette au moins de payer l'ISF. Si on supprime cet impôt, certains très riches risquent de laisser dormir leur capital au lieu de l'investir efficacement.

L'ISF n'est cependant pas exempt de défauts : il a aujourd'hui une base trop étroite (les oeuvres d'art ou l'outil de travail en sont déjà exemptés) et surtout son taux d'imposition est trop élevé. Le taux marginal appliqué au-delà de 10 millions d'euros atteint 1,5 % : un taux manifestement excessif à une époque où les taux d'intérêt sont quasiment nuls. Pour que l'ISF puisse mieux coller à la réalité du rendement du capital, il aurait probablement fallu indexer son barème sur les taux d'intérêt effectifs constatés au cours de l'année d'imposition.

L'autre grande réforme de la fiscalité du patrimoine - la réduction de l'imposition des revenus du capital *via* un prélèvement forfaitaire unique (PFU) de 30 % - devrait, elle aussi, avoir un effet négatif sur l'économie réelle. Il existe en effet aujourd'hui différents dispositifs qui réduisent les impôts dus par ceux qui sont restés détenteurs d'un actif suffisamment longtemps, notamment sur les plus-values réalisées lors de leur vente. Mais la plupart de ces avantages spécifiques vont tomber avec l'alignement par le bas de la fiscalité des revenus du capital. Ce qui ne va pas manquer d'inciter les plus riches à préférer la spéculation à court terme plutôt que l'investissement de long terme, par nature plus risqué.

[Commentaires récents \(3\)](#)

[D'où parle JGXII mais du storytelling néolibéral! Ces historiettes tiennent le haut du pavé depuis Thatcher et Reagan; en 04/11/2017](#)

[Je ne sais pas d'où John Galt12 parle mais il me rappelle un dialogue sur un forum de La Croix où, à partir du moment où 03/11/2017](#)

[Lire tous les commentaires](#) [Poster un commentaire](#)

La France est assurément un des pays d'Europe qui taxe le plus le capital et ses revenus, mais sur ce plan, le jeu engagé par Emmanuel Macron n'en vaut pas vraiment la chandelle. En effet, cette politique va entraîner une perte de revenus fiscaux qui nécessitera des baisses de dépenses pour les compenser. Or, ces baisses risquent fort de nuire à l'attractivité du pays. On notera en outre une contradiction entre la volonté affichée par notre président de construire une Europe mieux régulée, moins basée sur la concurrence de tous contre tous, et la politique fiscale qu'il entend mener en France. Celle-ci consiste en effet à lancer notre pays dans la course au moins-disant fiscal, qui mine depuis tant d'années les finances publiques des pays de l'Union et la crédibilité du projet européen.

Les riches ne font pas tout

Mais le discours d'Emmanuel Macron va au-delà de cette question d'opportunité. Les riches sont-ils réellement ces premiers de cordée qui tirent toute l'économie, raison pour laquelle il faudrait y regarder à deux fois avant de limiter leur richesse ? On peut en douter à maints égards.

En premier lieu, la consommation des très riches ne fait pas réellement progresser l'économie parce que l'industrie des produits de luxe est par nature peu productive. Les très riches ont en effet tendance à acheter des produits à des prix particulièrement élevés pour se distinguer du commun des mortels. Ce qui fait que l'industrie des produits de luxe n'est guère incitée à serrer ses coûts. C'est en réalité la consommation de la grande masse de la population qui est facteur d'innovation parce qu'il faut alors produire plus efficacement... Et c'est d'ailleurs à partir du moment où les gens ordinaires ont pu, eux aussi, consommer des biens réservés jusque-là aux très riches que nos économies ont réellement décollé.

Ensuite, du fait de leur consommation ostentatoire, les très riches sont, et de très loin, ceux qui gaspillent le plus de matières premières non renouvelables et d'énergies fossiles. En 2015, dans un rapport publié à l'occasion de la COP21 à Paris, l'organisation non gouvernementale (ONG) Oxfam évaluait ainsi qu'à l'échelle mondiale, les 10 % des personnes les plus riches étaient responsables de 50 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre du fait de leur mode de vie, quand les 50 % les plus pauvres n'en étaient à l'origine que de 10 %.

A l'échelle de la France, Thomas Piketty et Lucas Chancel estimaient qu'en 2013, un foyer appartenant aux 10 % les plus riches émettait en moyenne 31 tonnes de CO₂ par an, contre 3,8 tonnes pour un ménage appartenant aux 10 % les moins aisés... Si on ne limite pas davantage les inégalités de revenus, nous aurons très peu de chances de surmonter la grave crise écologique qui constitue, pour la France comme pour le monde, le défi central du XXI^e siècle.

Cela d'autant plus qu'il faut compter avec ce que les économistes appellent l'"effet Veblen" : la consommation ostentatoire des plus riches oriente celle de l'ensemble de la société, qui cherche en permanence à les imiter. Tant que les plus riches continueront à gaspiller autant, on ne pourra donc pas attendre des pauvres qu'ils arrêtent de rêver de gaspiller autant qu'eux. Si les riches tirent l'économie, pour l'instant c'est donc plutôt vers l'abîme...

Les rentiers contre-performants

Par ailleurs, il est faux de prétendre que la motivation principale des entrepreneurs - dont l'économiste Joseph Schumpeter pensait qu'ils étaient le moteur de l'économie - serait l'appât du gain : ce n'est absolument pas ce qui a mis en mouvement un Steve Jobs d'Apple ou un Elon Musk de Tesla. Les êtres humains réels sont très loin d'être les *homo oeconomicus* rationnels des manuels

d'économie. Un véritable *homo oeconomicus* ne se lancerait d'ailleurs que très rarement dans une aventure entrepreneuriale tant les chances de succès sont faibles a priori.

Il vaut mieux, bien sûr, que les entreprises innovantes et leurs dirigeants ne soient pas écrasés d'impôts dès leur première année d'existence, mais les sociétés où les revenus et les patrimoines des très riches sont peu imposés ne sont pas les plus innovantes. Notamment parce que cette accumulation de richesses que rien ne freine aboutit à des sociétés figées, où les positions sociales sont liées bien davantage à la fortune héritée des parents qu'au talent des personnes. Il suffit de voir ce qu'un Arnaud Lagardère a fait depuis 2003 du groupe qu'il a hérité de son père Jean-Luc pour mesurer combien cette logique d'un capitalisme d'héritiers n'est pas optimale pour le dynamisme d'une économie.

De plus, il est impossible, au sein d'une entreprise, de déterminer la part exacte de chaque personne dans le succès de celle-ci. Dans un tel contexte, les écarts de rémunération colossaux qui s'y sont creusés depuis une quarantaine d'années avec le développement des stock-options et des autres mécanismes censés aligner les intérêts des dirigeants sur ceux des actionnaires ont surtout eu pour effet de démotiver les salariés ordinaires, convaincus (à juste titre) que le fruit de leurs efforts serait accaparé par quelques-uns. Tandis que l'inflation des revenus des dirigeants est moins la légitime récompense de leur apport au succès de l'entreprise que le produit de la rente de situation qu'ils ont acquise grâce à leur position de force au sein du système. Le capitalisme et les entreprises marchaient mieux durant les "Trente Glorieuses", quand les écarts de revenus entre les PDG et les ouvriers étaient de 1 à 30, qu'aujourd'hui, où ils atteignent de 1 à 300...

Une vision très classique

Enfin, l'idée du premier de cordée repose sur une vision classique, mais fautive, de la dynamique de la création de richesse. Selon cette fable, il y aurait en effet au départ des entrepreneurs dynamiques, les fameux premiers de cordées, qui créeraient des richesses *ex nihilo*. Puis une partie de ces richesses serait ensuite redistribuée aux autres membres de la société, *via* notamment les impôts et les cotisations sociales. Mais ce n'est pas du tout comme cela que ça se passe dans la vraie vie : aucun chef d'entreprise n'a jamais pu créer quelque richesse que ce soit sans s'être entouré au préalable d'une multitude d'infrastructures, matérielles et immatérielles, produites par la puissance publique qui lui permettent de développer son activité.

Si, sur un territoire donné, les rentrées d'impôts sont insuffisantes et l'Etat inefficace, les entreprises innovantes ne s'y créent pas. La causalité est en réalité très largement inverse. Et on court le risque, en France comme ailleurs, quand on diminue l'imposition des plus riches, de devoir limiter cette production des biens publics indispensables, enclenchant une spirale défavorable au développement économique.

De même en termes de financement de l'économie : ce ne sont pas les profits d'aujourd'hui (qu'il ne faudrait donc pas trop taxer selon la vulgate libérale) qui sont les investissements de demain et les emplois d'après-demain, comme le voudrait le "théorème de Schmidt" - les investissements d'aujourd'hui dépendent en réalité avant tout de la demande qu'anticipent les acteurs économiques pour demain. Dès lors que celle-ci semble suffisante (ce qui suppose généralement que les gens ordinaires voient leurs revenus s'accroître), ces investissements peuvent être financés le plus souvent non pas grâce aux profits accumulés dans le passé, mais à crédit, *via* la création monétaire auprès du système financier.

Ce sont en fait plutôt les investissements d'aujourd'hui qui sont les profits de demain. Il n'y a donc en réalité pas vraiment besoin de laisser à Harpagon toute sa cassette pour réussir à alimenter l'investissement productif... Bref, la métaphore des "premiers de cordée" ne tient guère la route. D'ailleurs, dans la vraie vie, le premier de cordée est le plus souvent un guide professionnel payé par les riches, qui restent, eux, à l'arrière de la cordée...

